



Organisation
internationale
du Travail

► Rapport de collecte des données secondaires sur l'Environnement favorable aux entreprises durables en République centrafricaine



Rapport de collecte des données secondaires sur l'Environnement favorable aux entreprises durables en République centrafricaine

Copyright © Organisation internationale du Travail 2020
Première édition 2020

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN : 978-92-2-032738-8 (print)

978-92-2-032737-1 (web PDF)

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Imprimé en Suisse

Contenu

1. Composantes politiques	1
1.1 Paix et stabilité politique	1
1.2 Bonne gouvernance	1
1.3 Dialogue social	2
2. Composantes économiques	5
2.1 Stabilité de la politique macroéconomique et bonne gestion de l'économie	5
2.2 Commerce et intégration économique durable	7
2.3 Réglementations et environnement légal	9
2.4 État de droit et propriété privée	11
2.5 Technologies de l'information et de la communication	11
2.6 Accès aux services financiers	12
2.7 Infrastructures physiques	13
3. Composantes sociales	15
3.1 Éducation, apprentissage et formation permanente	15
3.2 Justice et inclusion sociale	15
3.3 Protection sociale adéquate	16
4. Composantes environnementales	17
4.1 Intendance responsable de l'environnement	17

► 1. Composantes politiques

1.1 Paix et stabilité politique

► **Tableau 1: Stabilité Politique et Absence de Violence**

L'indicateur mesure la perception de la probabilité d'instabilité politique et / ou de violence à motivation politique, y compris le terrorisme.

L'estimation donne la note du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,85	-1,84	-1,91	-2,02	-1,79	-1,85	-2,15	-2,7	-1,9	-1,74
Burkina Faso	0,31	0,12	0,03	-0,12	-0,56	-0,57	-0,76	-0,79	-0,61	-0,95
Cameroun	-0,33	-0,55	-0,47	-0,74	-0,66	-0,59	-0,53	-1,06	-0,99	-0,95
République du Congo	-0,77	-0,72	-0,25	-0,32	-0,35	-0,49	-0,48	-0,36	-0,53	-0,57

Source: Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance

1.2 Bonne gouvernance

► **Tableau 2: Contrôle de la Corruption**

La mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les petites et les grandes formes de corruption, ainsi que la «capture» de l'État par les élites et les intérêts privés.

Estimation de la gouvernance mesurée sur une échelle d'environ -2,5 à 2,5. Des valeurs plus élevées correspondent à une meilleure gouvernance.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,85	-1,84	-1,91	-2,02	-1,79	-1,85	-2,15	-2,7	-1,9	-1,74
Burkina Faso	0,31	0,12	0,03	-0,12	-0,56	-0,57	-0,76	-0,79	-0,61	-0,95
Cameroun	-0,33	-0,55	-0,47	-0,74	-0,66	-0,59	-0,53	-1,06	-0,99	-0,95
République du Congo	-0,77	-0,72	-0,25	-0,32	-0,35	-0,49	-0,48	-0,36	-0,53	-0,57

Source: Banque Mondiale, Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance

► **Tableau 3: Indice de perception de la corruption**

Transparency International CPI mesure les niveaux perçus de corruption du secteur public tels que perçus par les hommes d'affaires et les analystes de pays dans un pays donné et constitue un indice composite, s'appuyant sur différentes enquêtes d'experts et d'entreprises.

Les scores sont sur une échelle allant de 0 (hautement corrompu) à 100 (très propre).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	20	20	20	21	22	26	25	24	24	20
Burkina Faso	29	35	36	31	30	38	38	38	38	43
Cameroun	24	23	22	22	25	26	25	27	27	26
République du Congo	21	19	19	21	22	26	22	23	23	20

Source: *Transparency International*

► **Tableau 4: Efficacité gouvernementale**

La qualité des services publics, la capacité de la fonction publique et son indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques.

Estimation de la gouvernance mesurée sur une échelle d'environ -2,5 à 2,5. Des valeurs plus élevées correspondent à une meilleure gouvernance.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,54	-1,37	-1,41	-1,39	-1,28	-1,45	-1,61	-1,85	-1,78	-1,77
Burkina Faso	-0,75	-0,49	-0,59	-0,57	-0,56	-0,62	-0,66	-0,58	-0,59	-0,55
Cameroun	-0,84	-0,81	-0,84	-0,89	-0,89	-0,9	-0,92	-0,79	-0,77	-0,76
République du Congo	-1,32	-1,22	-1,23	-1,23	-1,2	-1,17	-1,16	-1,11	-1,02	-1,1

Source: *Banque Mondiale, Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance*

1.3 Dialogue social

► **Tableau 5: Indice des droits politiques**

L'indice des droits politiques mesure le degré de liberté dans le processus électoral, le pluralisme politique et la participation, et le fonctionnement du gouvernement.

Freedom House classe les droits politiques sur une échelle de 1 à 7, 1 représentant le plus libre et 7 représentant le moins libre.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
République Centrafricaine	5	5	5	5	5	7	7	7	7	7
Burkina Faso	5	5	5	5	5	5	6	4	4	4
Cameroun	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
République du Congo	6	6	6	6	6	6	6	6	7	7

Source: *Freedom House, The Freedom in the World Survey*

► **Tableau 6: Indice des libertés civiles**

L'indice des libertés civiles mesure la liberté d'expression, de réunion, d'association et de religion.

Freedom House classe les droits politiques sur une échelle de 1 à 7, 1 représentant le plus libre et 7 représentant le moins libre.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
République Centrafricaine	5	5	5	5	5	7	7	7	7	7
Burkina Faso	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Cameroun	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
République du Congo	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5

Source: Freedom House, *The Freedom in the World Survey*

► **Tableau 7: Voix & responsabilité**

La mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi qu'à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté des médias.

Estimation de la gouvernance mesurée sur une échelle d'environ -2,5 à 2,5. Des valeurs plus élevées correspondent à une meilleure gouvernance.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,08	-0,99	-1	-1,1	-1,09	-1,24	-1,47	-1,39	-1,23	-1,13
Burkina Faso	-0,31	-0,28	-0,29	-0,25	-0,28	-0,3	-0,26	-0,35	-0,11	0,04
Cameroun	-1,05	-1,07	-1,04	-1,06	-1,03	-1,02	-1,04	-0,94	-0,95	-1,03
République du Congo	-1,23	-1,16	-1,1	-1,06	-1,11	-1,16	-1,12	-1,11	-1,02	-1,16

Source: Banque mondiale, *Indicateurs mondiaux de la gouvernance*

► 2. Composantes économiques

2.1 Stabilité de la politique macroéconomique et bonne gestion de l'économie

► **Tableau 8: Croissance du PIB (% annuel)**

Taux annuel de croissance en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché basé sur la monnaie locale constante. Le PIB est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents de l'économie plus les taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Il est calculé sans déduction pour dépréciation des actifs fabriqués ou pour épuisement et dégradation des ressources naturelles.

Taux annuel de croissance en pourcentage du PIB.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	2,05	1,71	3,05	3,3	4,11	-36,7	1,04	4,8	4,53	4,3
Burkina Faso	7,29	2,96	5,37	6,63	6,45	5,79	4,33	3,89	5,92	6,74
Cameroun	3,49	2,2	3,42	4,13	4,54	5,4	5,88	5,65	4,45	3,18
République du Congo	5,57	7,47	8,75	3,42	3,8	3,44	6,78	2,65	-2,8	-4,59

Source: Données de comptabilité nationale du Banque Mondiale (Indicateurs du développement dans le monde)

► **Tableau 9: Taux d'inflation (%)**

L'indice des prix à la consommation reflète l'évolution du coût pour le consommateur moyen de l'acquisition d'un panier fixe de biens et de services qui peut être fixé ou modifié à des intervalles spécifiés, par exemple chaque année.

Changement de pourcentage annuelle.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	6,69	0,94	9,26	3,52	2,08	2,93	2,50	2,50	2,50	2,50
Burkina Faso	2,35	-0,25	10,67	2,60	2,28	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Cameroun	4,91	1,13	5,34	3,04	3,00	2,70	2,70	2,70	2,70	2,70
République du Congo	4,66	2,60	6,02	4,34	4,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00

Source: Fonds monétaire international

► **Tableau 10: Taux de participation à la population active (%)**

Le taux de participation au marché du travail est la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui est économiquement active: toutes les personnes qui fournissent du travail pour la production de biens et de services pendant une période déterminée. Le taux de participation au marché du travail est calculé en exprimant le nombre de personnes faisant partie de la population active en pourcentage de la population en âge de travailler. La population active est la somme du nombre de personnes occupées et du nombre de chômeurs. La population en âge de travailler est la population au-dessus d'un certain âge, prescrite pour la mesure des caractéristiques économiques.

Le taux de participation au marché du travail est calculé en exprimant le nombre de personnes faisant partie de la population active en pourcentage de la population en âge de travailler.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	71,49	71,49	71,44	71,63	71,74	71,85	71,79	71,66	71,48	71,47
Burkina Faso	71,96	71,19	70,38	69,52	68,63	67,68	66,69	66,67	66,65	66,49
Cameroun	75,88	75,9	75,94	76,03	76,11	76,17	76,2	76,19	76,19	76,21
République du Congo	69,23	69,38	69,49	69,71	69,83	69,88	69,84	69,79	69,74	69,67

Source: Estimation de l'OIT modélisée à partir de la Banque Mondiale.

2.2 Commerce et intégration économique durable

► **Tableau 11: Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)**

Les investissements directs étrangers sont les entrées nettes d'investissement pour acquérir un intérêt de gestion durable (10 pour cent ou plus de droits de vote) dans une entreprise opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des capitaux propres, du réinvestissement des bénéficiaires, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme, comme indiqué dans la balance des paiements. Cette série présente les entrées nettes dans l'économie déclarante et est divisée par le PIB.

IED entrées nettes (en dollars américains actuels comme % du PIB).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	3,34	5,9	2,13	3,1	1,68	3,22	0,12	0,2	0,19	1,78
Burkina Faso	0,32	0,39	0,67	0,43	1,34	2,95	4,1	2,88	2,22	3,41
Cameroun	0,85	0,08	2,86	2,05	2,22	1,81	1,69	2,07	2,24	2,06
République du Congo	16,94	16,36	12,34	12,66	2,07	-0,51	13,33	20,37	50	25,61

Source: Fonds monétaire international.

► **Tableau 12: Commerce de marchandises (% du PIB)**

Le commerce est la somme des exportations et des importations de biens et de services mesurée en proportion du produit intérieur brut. Il prend des valeurs entre 0 et + ∞. Veuillez noter que le ratio du commerce au PIB se réfère à la somme des importations et des exportations et pourrait donc dépasser 100%.

Part de commerce de marchandises (%) en PIB.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	34,44	33,92	38,32	33,54	33,43	39,46	50,59	47,19	42,75	44,29
Burkina Faso	36,31	40,42	48,87	58,15	62,68	67,27	60,86	62,33	62,02	62,83
Cameroun	61,98	47,77	49,12	56,94	56,39	55,61	55,06	49,87	42	36,94
République du Congo	122,15	120,62	139,82	145,12	144,1	142,6	143,24	165,65	136,52	138,58
Afrique Subsaharienne	74,25	64,55	62,15	66,7	64,23	61,15	59,91	54,62	52,58	58,7

Source: Données de comptabilité nationale de la Banque Mondiale (Indicateurs du développement dans le monde).

► **Tableau 13: Balance courante (% du PIB)**

Le solde du compte courant (également appelé «excédent / déficit du compte courant») est la somme des exportations nettes de biens et services, du revenu net et des transferts courants nets. C'est un enregistrement des transactions d'un pays avec le reste du monde. Cela montre si un pays dépense plus à l'étranger qu'il ne gagne du reste du monde, des mesures correctives seront nécessaires, par ex. maintenir la valeur de la monnaie du pays par rapport à la monnaie des autres pays. La balance des paiements est un système de comptabilité à double entrée qui montre tous les flux de biens et de services entrant et sortant d'une économie. Toutes les transactions sont enregistrées deux fois: une fois en tant que crédit et une fois en tant que débit. En principe, le solde net devrait être nul, mais dans la pratique les comptes ne sont souvent pas équilibrés, ce qui nécessite l'inclusion d'un élément d'équilibrage, d'erreurs nettes et d'omissions. Le solde courant positif (excédent) est associé à des exportations nettes positives. Si le solde du compte courant est négatif, il mesure la part de l'investissement domestique financée par l'épargne des étrangers.

% du PIB.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	-3,00	-6,24	-10,32	-7,74	-7,94	-8,33	-8,13	-7,67	-7,48	-7,75
Burkina Faso	-9,12	-8,25	-11,72	-6,33	-7,65	-7,10	-6,95	-6,03	-5,77	-5,15
Cameroun	1,56	1,38	-1,80	-2,72	-4,26	-4,92	-3,92	-2,44	-1,11	-1,87
République du Congo	1,50	-8,55	-1,25	-12,45	-0,55	2,86	6,28	4,85	3,95	2,32

Source: Fonds monétaire international.

► **Tableau 14: Exportations de biens et de services (% du PIB)**

Les exportations de biens et de services représentent la valeur de tous les biens et autres services marchands fournis au reste du monde. Ils comprennent la valeur de la marchandise, du fret, de l'assurance, du transport, des voyages, des redevances, des droits de licence et d'autres services tels que les services de communication, de construction, financiers, d'information, commerciaux et personnels. Ils excluent les revenus du travail et de la propriété (anciennement appelés services aux facteurs) ainsi que les paiements de transfert.

Il va de 0 (sans exportations) à 100 (toute la production nationale étant exportée).

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	11	10,68	11,81	11,51	11,65	14,45	13,03	12,61	12,73	12,52
Burkina Faso	9,97	12,7	19,23	25	25,52	26,17	25,93	26,05	28,54	28,45
Cameroun	29,06	21,4	22,17	25,93	26,12	25,57	24,94	22,26	18,58	16,96
République du Congo	75,15	70,42	85,12	87,28	83,78	76,53	72,99	69,28	57,08	79,76
Afrique Subsaharienne	38,05	30,59	31,49	34,08	32,57	29,2	28,61	24,86	24,31	27,64

Source: *Données de comptabilité nationale de la Banque Mondiale, et Données de comptabilité nationale de l'OCDE (Indicateurs du développement dans le monde).*

2.3 Réglementations et environnement légal

► **Tableau 12: Indice de la qualité de la réglementation**

La capacité du gouvernement à fournir des politiques et des règlements solides qui favorisent et favorisent le développement du secteur privé.

Estimation de la gouvernance mesurée sur une échelle d'environ -2,5 à 2,5. Des valeurs plus élevées correspondent à une meilleure gouvernance.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,29	-1,21	-1,26	-1,16	-1,19	-1,08	-1,17	-1,39	-1,44	-1,43
Burkina Faso	-0,26	-0,19	-0,11	-0,16	-0,18	-0,12	-0,17	-0,31	-0,37	-0,4
Cameroun	-0,85	-0,83	-0,76	-0,74	-0,81	-0,93	-0,94	-0,88	-0,92	-0,79
République du Congo	-1,2	-1,27	-1,29	-1,27	-1,26	-1,36	-1,33	-1,21	-1,2	-1,17

Source: *Données de comptabilité nationale de la Banque Mondiale (Indicateurs du développement dans le monde).*

► **Tableau 13: Facilité de faire des affaires, classement (sur 190 pays)**

Le projet Doing Business mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies et dans certaines villes au niveau infranational et régional. Un classement élevé signifie que l'environnement réglementaire est propice à l'exploitation commerciale. Cet indice fait la moyenne des classements percentiles du pays sur 10 sujets, constitués d'une variété d'indicateurs, donnant un poids égal à chaque sujet.

L'indice classe les économies de 1 à 190, la première place étant la meilleure.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	180	183	182	182	185	188	187	185	185	184
Burkina Faso	148	147	151	150	153	154	167	143	146	148
Cameroun	164	171	168	161	161	168	158	172	166	163
République du Congo	178	179	177	181	183	185	178	176	177	179

Source: Banque Mondiale, projet Doing Business.

► **Tableau 14: Création d'entreprise, classement (sur 190 pays)**

Cet indicateur enregistre toutes les procédures, les délais et le coût nécessaires à la création et la gestion d'une petite et moyenne entreprise à responsabilité limitée.

L'indice classe les économies de 1 à 190, la première place étant la meilleure.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	152	159	161	160	170	177	187	189	190	188
Burkina Faso	113	115	119	116	120	125	153	78	72	74
Cameroun	171	174	131	128	125	132	133	137	149	122
République du Congo	157	166	176	175	180	182	170	177	178	177

Source: Banque Mondiale, projet Doing Business.

2.4 État de droit et propriété privée

► **Tableau 15: Indice d'État de droit**

La mesure dans laquelle les agents ont confiance et respectent les règles de la société, y compris la qualité de l'exécution des contrats et des droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que les risques de criminalité et de violence.

Estimation de la gouvernance mesurée sur une échelle d'environ -2,5 à 2,5. Des valeurs plus élevées correspondent à une meilleure gouvernance.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	-1,57	-1,41	-1,31	-1,29	-1,29	-1,44	-1,79	-1,7	-1,68	-1,84
Burkina Faso	-0,4	-0,34	-0,21	-0,19	-0,36	-0,44	-0,53	-0,55	-0,53	-0,45
Cameroun	-1,18	-1,1	-1,12	-1,07	-1,07	-1,04	-1,05	-0,9	-0,98	-1,02
République du Congo	-1,24	-1,2	-1,22	-1,22	-1,2	-1,143	-1,11	-1,11	-1,08	-1,04

Source: Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de la gouvernance

2.5 Technologies de l'information et de la communication

► **Tableau 16: Abonnements à la téléphonie mobile (pour 100 habitants)**

Les abonnements à un téléphone mobile cellulaire sont des abonnements à un service de téléphonie mobile public qui donne accès au RTPC au moyen de la technologie cellulaire. L'indicateur inclut (et est divisé en) le nombre d'abonnements postpayés et le nombre de comptes prépayés actifs (c'est-à-dire qui ont été utilisés au cours des trois derniers mois). L'indicateur s'applique à tous les abonnements cellulaires mobiles qui offrent des communications vocales. Elle exclut les abonnements par cartes de données ou modems USB, les abonnements aux services publics de données mobiles, les services de radiocommunications privées à ressources partagées, les services de télépoint, de radiomessagerie et de télémesure.

Nombre d'abonnés pour 100 personnes.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	7,95	13,12	19,61	22,01	22,17	25,46	30,23	25,59	27,33	27,17
Burkina Faso	13,04	20,59	25,25	36,58	47,77	60,2	65,84	71,05	79,77	82,61
Cameroun	24,66	32,59	41,19	43,25	51,1	62,18	72,34	76,61	79,53	79,86
République du Congo	32,38	43,91	69,31	84,77	86,08	92,44	98,07	101,21	104,41	105,82

Source: Union Internationale des Télécommunications

► **Tableau 17: Utilisateurs d'Internet (% de la population)**

Les internautes sont des individus qui ont utilisé Internet (depuis n'importe quel endroit) au cours des 3 derniers mois. Internet peut être utilisé via un ordinateur, un téléphone portable, un assistant numérique personnel, une console de jeux, une télévision numérique, etc.

Nombre d'utilisateurs pour 100 personnes.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	0,38	1	1,8	2	2,2	3	3,4	3,6	3,8	4
Burkina Faso	0,75	0,92	1,13	2,4	3	3,73	9,1	9,4	11,39	13,96
Cameroun	2,93	3,4	3,84	4,3	5	7,5	10	16,21	20,68	25
République du Congo	2,76	4,29	4,5	5	5,6	6,11	6,6	7,11	7,62	8,12

Source: Union Internationale des Télécommunications

2.6 Accès aux services financiers

► **Tableau 18: Crédit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB)**

Le crédit intérieur au secteur privé désigne les ressources financières fournies au secteur privé, telles que les prêts, les achats de titres hors-cote, les crédits commerciaux et autres créances, qui constituent une demande de remboursement. Pour certains pays, ces créances comprennent des crédits aux entreprises publiques.

Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
République Centrafricaine	6,79	7,02	7,23	8,96	10,18	12,46	15,12	14,21	12,54	12,79
Burkina Faso	12,88	15,51	16,55	15,87	16,14	17,98	22,91	25,7	27,67	28,11
Cameroun	8,85	9,66	10,31	11,33	12,85	12,86	13,51	14,28	15,06	15,62
République du Congo	2,27	3,14	4,92	6,54	7,77	9,59	11,32	14,09	22,06	25,02

Source: Données de comptabilité nationale de la Banque Mondiale et Données de comptabilité nationale de l'OCDE (Indicateurs du développement dans le monde)

2.7 Infrastructures physiques

► **Tableau 19: Accès aux services d'eau potable de base (% de la population)**

Le pourcentage de personnes utilisant au moins les services d'eau de base. Cet indicateur englobe à la fois les personnes qui utilisent les services d'eau de base ainsi que celles qui utilisent des services d'eau gérés de manière sûre. Les services d'eau potable de base sont définis comme de l'eau potable provenant d'une source améliorée, à condition que le temps de collecte ne dépasse pas 30 minutes pour un aller-retour. Les sources d'eau améliorées comprennent l'eau courante, les trous de forage ou les puits tubulaires, les puits creusés protégés, les sources protégées et l'eau conditionnée ou livrée.

% de la population.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	52,9	53,05	53,21	53,37	53,54	53,71	53,88	53,96	54,05	54,14
Burkina Faso	49,28	49,78	50,28	50,78	51,29	51,8	52,31	52,83	53,34	53,86
Cameroun	59,42	60,09	60,76	61,42	62,08	62,73	63,37	64,01	64,65	65,28
République du Congo	60,67	61,58	62,47	63,35	64,22	65,07	65,91	66,73	67,54	68,34

Source: OMS/UNICEF Programme commun de surveillance (JMP) pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène

▶ 3. Composantes sociales

3.1 Éducation, apprentissage et formation permanente

▶ **Tableau 20: Indice d'éducation**

Il mesure le niveau d'éducation. L'indice de l'éducation est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation primaire, secondaire et tertiaire. Le taux d'alphabétisation des adultes donne une indication de la capacité de lire et d'écrire, tandis que le taux brut de scolarisation donne une indication du niveau d'éducation de la maternelle à la formation postuniversitaire. Il s'agit d'une moyenne pondérée de l'indice d'alphabétisme des adultes (pondéré aux deux tiers) et du taux brut de scolarisation primaire, secondaire et tertiaire (indice brut d'inscription [0, 100]) (pondération d'un tiers).

Sur une échelle de 0 à 1. Des valeurs plus élevées correspondent à de meilleures performances.

	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2013	2014	2015
République Centrafricaine	0,28	0,33	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34	53,96	54,05	54,14
Burkina Faso	0,17	0,23	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26	52,83	53,34	53,86
Cameroun	0,4	0,45	0,47	0,48	0,49	0,49	0,49	64,01	64,65	65,28
République du Congo	0,46	0,5	0,49	0,52	0,52	0,52	0,52	66,73	67,54	68,34

Source: PNUD, Rapport sur le Développement Humain

3.2 Justice et inclusion sociale

▶ **Tableau 21: Indice d'égalité des sexes**

L'indice d'égalité des sexes évalue la mesure dans laquelle le pays a mis en place des institutions et des programmes pour appliquer les lois et les politiques qui favorisent l'égalité d'accès des hommes et des femmes dans l'éducation, la santé, l'économie et la protection juridique.

Égalité: 1=faible et 6=élevée.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Burkina Faso	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Cameroun	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
République du Congo	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3

Source: Groupe Banque Mondiale, Indicateurs du développement dans le monde

3.3 Protection sociale adéquate

► **Tableau 22: Dépenses de santé des administrations publiques nationales (% PIB)**

Dépenses publiques de santé provenant de sources nationales en pourcentage de l'économie, mesurées par le PIB. % du PIB	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	1,25	1,82	1,4	0,51	0,83	0,63	0,68	0,51	0,62	0,61
Burkina Faso	1,61	1,61	1,53	1,85	1,47	1,53	1,2	1,79	1,81	1,54
Cameroun	0,75	0,67	0,65	0,82	0,9	1,23	0,73	0,7	0,58	0,74
République du Congo	0,58	0,61	1,08	0,62	0,91	0,71	0,86	1,15	1,25	1,48

Source: Organisation Mondiale de la Santé, Base de données sur les dépenses nationales de santé

► **Tableau 23: Dépenses de santé des administrations publiques nationales (% des dépenses publiques totales)**

Dépenses publiques de santé provenant de sources nationales en pourcentage des dépenses publiques totales. Il indique la priorité du gouvernement à dépenser pour la santé de ses propres ressources publiques nationales. % des dépenses publiques générales	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	8,86	13,67	8,55	3,07	4,45	4,04	4,19	3,43	4,87	4,08
Burkina Faso	6,54	6,27	7,25	7,41	5,82	6,66	4,7	6,48	7,81	7,17
Cameroun	5,19	4,23	3,46	4,69	5,09	5,95	3,72	3,21	2,59	3,11
République du Congo	2,12	2,1	4,55	2,53	4,23	2,71	2,39	2,46	2,59	3,08

Source: Organisation Mondiale de la Santé, Base de données sur les dépenses nationales de santé

► 4. Composantes environnementales

4.1 Intendance responsable de l'environnement

► **Tableau 24: Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation totale d'énergie)**

La consommation d'énergie renouvelable est la part de l'énergie renouvelable dans la consommation totale d'énergie finale.

Moyenne Pondérée

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
République Centrafricaine	84,8	80,86	80,58	80,58	79,81	78,77	78,03	77,08	76,9	76,57
Burkina Faso	84,62	82,43	82,94	83,6	81,45	80,57	77,18	75,43	75,24	74,17
Cameroun	85,43	80,71	80,71	79,09	78,6	78,37	78,05	77,61	76,98	76,54
République du Congo	69,69	60,68	57,22	56,39	55,15	64,95	65,51	62,69	62,4	62,4

Source: Banque Mondiale

► **Tableau 25: Empreinte écologique (hag par habitant)**

Une mesure de la superficie des terres et des eaux biologiquement productives dont un individu, une population ou une activité a besoin pour produire toutes les ressources qu'il consomme et absorber les déchets qu'il génère, en utilisant les technologies dominantes et les pratiques de gestion des ressources. L'empreinte écologique est généralement mesurée en hectares globaux. Parce que le commerce est mondial, l'empreinte d'un individu ou d'un pays inclut la terre ou la mer de partout dans le monde. Sans autre spécification, l'empreinte écologique se réfère généralement à l'empreinte écologique de la consommation. L'Ecological Footprint est souvent désignée sous forme abrégée en Empreinte.

valeur inférieure = meilleure performance. Pour 2005, l'empreinte écologique totale de l'humanité a été estimée à 1,3 planète Terre - en d'autres termes, l'humanité utilise les services écologiques 1,3 fois plus vite que la Terre peut les renouveler.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
République Centrafricaine	1,30	1,35	1,32	1,29	1,29	1,20	1,22	1,23	1,20	1,12
Burkina Faso	1,28	1,28	1,10	1,35	1,21	1,30	1,18	1,24	1,25	1,31
Cameroun	1,03	1,07	1,15	1,14	1,17	1,2	1,21	1,21	1,26	1,27
République du Congo	0,84	0,84	0,83	0,81	0,81	0,79	0,79	0,78	0,77	0,76

Source: Global Footprint Network

► **Tableau 26: Classement des politiques et institutions pour la durabilité de l'environnement par l'EPIN**

Politiques et institutions pour la durabilité de l'environnement évaluent dans quelle mesure les politiques environnementales favorisent la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion de la pollution. (1=faible et 6=élevée).	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
République Centrafricaine	2,5	3	3	3	3	2	2	2,5	2,5	2,5
Burkina Faso	3,5	3,5	3,5	4	4	4	4	4	4	4
Cameroun	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
République du Congo	2,5	2,5	2,5	3	3	3	3	3	2,5	2,5

Source: Banque Mondiale

► **Tableau 27: Émissions de CO2 (tonnes métriques par habitant)**

Les émissions de dioxyde de carbone proviennent de la combustion de combustibles fossiles et de la fabrication de ciment. Ils comprennent le dioxyde de carbone produit lors de la consommation de combustibles solides, liquides et gazeux et le torchage du gaz. Tonnes métriques de CO2 émises par habitant.	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
République Centrafricaine	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,07	0,07	0,07
Burkina Faso	0,08	0,1	0,12	0,13	0,13	0,13	0,14	0,16	0,18	0,16
Cameroun	0,21	0,22	0,32	0,29	0,35	0,34	0,28	0,29	0,31	0,31
République du Congo	0,26	0,29	0,31	0,32	0,41	0,45	0,5	0,64	0,65	0,64

Source: Carbon Dioxide Information Analysis Center, Environmental Sciences Division

► **Tableau 28: Émissions de méthane (Tg)**

La base de données sur les émissions pour la recherche atmosphérique mondiale (EDGAR) fournit des données actuelles et passées des émissions mondiales anthropiques de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques par pays. Le développement actuel d'EDGAR est un projet conjoint du Centre de recherche de la Commission européenne CCR et de l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL). Teragrammes de CH4.	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
République Centrafricaine	1,74	1,13	1,24	1,15	1,23	4,37	7,03	4,64	3,51	4,00
Burkina Faso	0,48	0,48	0,50	0,53	0,56	0,58	0,64	0,65	0,67	0,70
Cameroun	0,78	0,64	0,64	0,66	0,65	0,75	1,13	0,95	0,92	0,87
République du Congo	2,78	3,14	2,52	3,03	2,75	4,54	9,03	3,31	3,32	3,52

Source: European Commission, Joint Research Centre, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency

► **Tableau 29: Émissions de protoxyde d'azote (Gg)**

La base de données sur les émissions pour la recherche atmosphérique mondiale (EDGAR) fournit des données actuelles et passées des émissions mondiales anthropiques de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques par pays. Le développement actuel d'EDGAR est un projet conjoint du Centre de recherche de la Commission européenne CCR et de l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL).

Gigagrammes de N₂O.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
République Centrafricaine	135,04	85,68	98,16	91,34	97,38	345,93	557,17	370,24	279,79	318,32
Burkina Faso	18,52	18,07	19,05	20,12	21,03	21,38	24,61	23,48	24,27	23,3
Cameroun	37,78	28,66	28,4	29,76	29,12	35,84	64,93	50,47	50,17	43,96
République du Congo	180,76	198,16	162,48	187,21	176,46	251,38	483,15	206,07	204,75	214,94

Source: European Commission, Joint Research Centre, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency

